CONVOCAATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal est convoqué le 03 septembre 2020.

Ordre du jour :

- Adhésion au service de conseil et d'accompagnement en matière de gestion des eaux pluviales urbaines proposé par la Communauté de Communes du Genevois,
- Communauté de Communes du Genevois : désignation d'un représentant à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT),
- Communauté de Communes du Genevois : désignation des représentants à la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité,
- Trésorerie :
 - * convention avec le comptable public, responsable de la Trésorerie de Saint-Julien-en-Genevois relative aux poursuites sur produits locaux,
 - * indemnité de conseil allouée au comptable,
- Mise à jour du tableau des emplois permanents,
- Budget général : ouverture de crédits,
- Convention commune/EHPAD Les Ombelles,
- Désignation des représentants aux commissions de la CCG,
- Désignation d'un correspondant défense,
- Désignation d'un élu référent sécurité routière,
- Journées du patrimoine,
- Fédération Départementale des chasseurs : ouverture anticipée de la chasse du sanglier,
- Divers.

A Chevrier, le 28 août 2020

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 03 SEPTEMBRE 2020

L'An deux mil vingt, le trois septembre à vingt heures, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni sous la Présidence de Madame Agnès CUZIN, Maire.

Etaient présents : Régis BAUD, Jean-François CARREL, Laetitia CHARLES, Cédric CHATELAIN, Stéphane CLAEYS, Agnès CUZIN, Virginie FONTAINE, Xavier GAUD, Pierre GRANDCHAMP, Louis LAPRAZ, Audrey LEONARD, Kévin POUPARD, Claude REINHARDT, Thierry ROSAY.

Etait excusée : Evelyne CLERC

Désignation du secrétaire de séance :

Monsieur Louis LAPRAZ est désigné comme secrétaire de séance.

Approbation du compte-rendu de la séance du 16 juillet 2020 :

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal en date du 16 juillet 2020 est adopté à l'unanimité.

Adhésion au service de conseil et d'accompagnement en matière de gestion des eaux pluviales urbaines proposé par la Communauté de Communes du Genevois (2020/09/01) :

Madame le Maire rappelle que, dans le cadre des compétences assainissement des eaux usées et Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), la Communauté de Communes porte un intérêt public en matière de gestion des eaux pluviales urbaines. Il propose d'adhérer au service de conseil et d'accompagnement en matière de gestion des eaux pluviales urbaines proposé par la Communauté de Communes.

Ce service couvre notamment :

- un socle commun d'amélioration des connaissances (diagnostics des désordres, cartographie de référence etc.) ;
- l'instruction d'actes d'urbanisme et le suivi des études et projets en matière de gestion des eaux pluviales.

La convention à passer entre la commune et la Communauté de Communes, ci-jointe annexée, fixe les modalités d'intervention ainsi que les conditions techniques et financières de l'exécution de ce service.

Actuellement, 8 communes sont intéressées pour adhérer à ce service.

Concernant les conditions financières, le coût du service correspond à la masse salariale des agents de la Communauté de Communes du Genevois chargés des missions inhérentes au service proposé.

Pour 2020, ce coût est estimé à 55 000 €, à proratiser selon la date de mise en place effective du service, à savoir le 1^{er} mai. La Communauté de communes prend à sa charge un forfait de 15 000 €. La somme restante est répartie entre les communes adhérentes selon les modalités suivantes :

- une part fixe à hauteur de 50% calculée en fonction du linéaire (km) de réseaux d'eaux pluviales et de la population légale totale de l'année N ;
- une part variable calculée en fonction du nombre d'heures passées sur l'instruction des actes d'urbanisme et les études et projets.

Ces quotités pourront être révisées en tant que de besoin au vu du bilan de l'activité du service.

En conséquence, Madame le Maire propose au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion au service de conseil et d'accompagnement en matière de gestion des eaux pluviales proposé par la Communauté de Communes du Genevois, selon les conditions précisées dans la convention jointe en annexe ;
- de l'autoriser à signer la convention avec la Communauté de Communes ainsi que toutes pièces nécessaires à l'application de la présente délibération.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** l'adhésion au service de conseil et d'accompagnement en matière de gestion des eaux pluviales proposé par la Communauté de Communes du Genevois, selon les conditions précisées dans la convention jointe en annexe ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention avec la Communauté de Communes ainsi que toutes pièces nécessaires à l'application de la présente délibération.

Communauté de Communes du Genevois : désignation d'un représentant à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) (2020/09/02) :

Après avoir présenté le rôle de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), Madame de Maire propose au Conseil Municipal de désigner un représentant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, désigne Madame Agnès CUZIN.

Communauté de Communes du Genevois : désignation des représentants à la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (2020/09/03) :

Après avoir présenté le rôle de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité, Madame de Maire propose au Conseil Municipal de désigner un représentant titulaire et un suppléant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, désigne :

- titulaire : Virginie FONTAINE
- suppléant : Xavier GAUD

Convention avec le comptable public, responsable de la Trésorerie de Saint-Julien-en-Genevois relative aux poursuites sur produits locaux (2020/09/04) :

Madame le Maire rappelle qu'une autorisation permanente et générale de poursuite a été délivrée au comptable public responsable de la trésorerie de Saint-Julien-en-Genevois.

Madame le Maire évoque la proposition de Madame Laurence Gariglio, comptable public, responsable de la trésorerie de Saint-Julien-en-Genevois, proposant de conclure une convention avec la commune relative aux poursuites sur les produits locaux.

La signature d'une convention de poursuites permet de :

- mettre en œuvre la sélectivité des poursuites, c'est-à-dire, orienter les poursuites en fonction des enjeux en déterminant le calendrier et les seuils de poursuites applicables à la collectivité
- formaliser les objectifs partagés et ceux propres à chacun des services ordonnateur ou comptable avec le souci d'améliorer la fiabilité des bases tiers (redevables) dans les applications informatiques de l'ordonnateur et du comptable (application Hélios) en vue du déploiement de l'ENSU (Espace numérique sécurisé unifié), futur portail public de la DGFIP doté d'un espace de paiement ouvert à l'ensemble des usagers.

A ce titre, les deux contractants s'engagent notamment sur :

- la mise en œuvre d'un calendrier d'émission des titres de recettes tout au long de l'année selon un flux régulier et dans un délai maximal de 30 jours après la constatation des droits,
- l'absence d'admission des créances de la collectivité en dessous du seuil de 15€ fixé par les articles L1611-5 et D1611-1 du code général des collectivités territoriales,
- l'étude de l'état des restes à recouvrer par l'ordonnateur pour communication de toute information en sa possession, utile au recouvrement : nouvelle adresse, date, et éventuellement lieu de naissance, employeur, véhicules, n° allocataire CAF ...,
- l'ordonnateur s'engage lors de tout nouveau contrat à recueillir les informations élémentaires d'identité du redevable (SIRET, date et lieu de naissance du redevable, employeur, IBAN/RIB...). Ces éléments seront nécessaires en cas de défaillance du redevable pour effectuer efficacement et rapidement toutes les diligences en matière de recouvrement des créances de la commune,
- l'envoi annuel d'un état de non-valeur par le comptable.

Le comptable s'engage à effectuer l'ensemble des diligences prévues dans la convention de poursuites.

Si les actions en recouvrement se sont révélées infructueuses, la créance fera l'objet d'une présentation en non-valeur.

Le Conseil Municipal s'engage à admettre sans délai les états de non-valeur qui lui sont présentés. Il est précisé que l'admission en non-valeur n'éteint pas la créance : les poursuites peuvent reprendre lorsque le débiteur revient à meilleure fortune.

Le projet de convention de poursuites entre la commune et le comptable public doit être soumise à l'approbation du conseil municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de passer une convention avec le comptable public, responsable de la trésorerie de Saint-Julien-en-Genevois relative aux poursuites sur produits locaux,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer ladite convention ci-annexée.

Indemnité de conseil allouée au comptable du trésor public (2020/09/05) :

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le décompte de l'indemnité de conseil à la trésorière pour l'année 2019.

Après délibération, le Conseil Municipal :

- **ACCEPTE** la proposition d'un taux de l'indemnité de 80%,
- **OCTROI** cette indemnité pour un montant de 340,64 € brut.

Tableau des emplois (2020/09/06) :

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il lui appartient de fixer les effectifs des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services à compter du 03 septembre 2020.

Elle propose d'actualiser le tableau des emplois de la commune somme suit pour tenir compte des avancements de carrière des agents :

- suppression d'un emploi de Adjoint Administratif Territorial Principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- création d'un emploi de Adjoint Administratif Territorial Principal de 1^{ère} classe à temps complet.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal,

- **DECIDE** : - la suppression d'un emploi de Adjoint Administratif Territorial Principal de 2^{ème} classe à temps complet
- la création d'un emploi de Adjoint Administratif Territorial Principal de 1^{ère} classe à temps complet
- **ADOPTE** le tableau des emplois figurant en annexe,
- **PRECISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Budget général : ouverture de crédits n°1 (2020/09/07) :

Sur proposition de Madame le Maire,
Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,
DECIDE l'ouverture de crédits suivante :

Article	Libellé	Dépense Positive	Recette Positive
10226	Taxe aménagement	500	
10222	FCTVA		500

Convention commune/EHPAD Les Ombelles (2020/09/08) :

Madame le Maire donne lecture de la proposition de convention qui fixe une subvention de 2€ par habitant pour l'année 2020.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ACCEPTE** de verser une subvention de 2€ par habitants pour l'année 2020,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention jointe à la présente délibération.

Désignation des délégués à la Communauté de Communes du Genevois :

Après avoir synthétisé le rôle des différentes commissions de la communauté de communes, Madame le Maire propose à l'assemblée de désigner les membres les composant.

Les commissions sont les suivantes :

Commissions	Délégué	Délégué
Aménagement, habitat	Agnès CUZIN	
Mobilité	Stéphane CLAEYS	Thierry ROSAY
Finances	Agnès CUZIN	Stéphane CLAEYS
Déchets	Thierry ROSAY	Jean-François CARREL
Environnement, transition énergétique	Laetitia CHARLES	Cédric CHATELAIN
Eau, assainissement	Louis LAPRAZ	Cédric CHATELAIN
Social, seniors, petite enfance	Virginie FONTAINE	Audrey LEONARD
Economie, formation, tourisme	Régis BAUD	Pierre GRANDCHAMP
Communication, services aux usagers, mutualisation	Laetitia CHARLES	

Désignation d'un correspondant défense :

Le conseil municipal désigne Monsieur Claude REINHARDT en tant que correspondant défense.

Désignation d'un élu référent sécurité routière :

Le conseil municipal désigne Monsieur Stéphane CLAEYS en tant qu'élu référent sécurité routière.

Journées du patrimoine :

L'assemblée est informée que les journées du patrimoine se dérouleront les 18, 19 et 20 septembre 2020. Exceptionnellement, la chapelle ne sera pas ouverte pour raison de sécurité vu les travaux aux alentours.

Fédération Départementale des chasseurs :

L'assemblée est informée de l'ouverture anticipée de la chasse du sanglier en battue depuis le 15 août 2020 compte-tenu des dégâts causés aux cultures.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h.

FAIT ET DELIBERE A CHEVRIER LES JOURS, MOIS ET AN QUE DESSUS